

Distr.  
LIMITEE

TD/B/WG.1/L.1  
12 novembre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

Groupe de travail spécial sur les investissements  
et les apports financiers, le financement  
du développement non générateur de dette  
et les nouveaux mécanismes visant à accroître  
les investissements et les apports financiers  
Première session  
Genève, 9 novembre 1992  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR LES INVESTISSEMENTS  
ET LES APPORTS FINANCIERS, LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT  
NON GENERATEUR DE DETTE ET LES NOUVEAUX MECANISMES VISANT  
A ACCROITRE LES INVESTISSEMENTS ET LES APPORTS  
FINANCIERS SUR SA PREMIERE SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
du 9 au 13 novembre 1992

Rapporteur : M. R. Serrano (Mexique)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction .....	1 - 4
I. Etablissement du programme de travail du Groupe de travail (point 3 de l'ordre du jour) .....	5 - 6
II. Questions d'organisation .....	7 - 10

## INTRODUCTION

1. Le Groupe de travail spécial sur les investissements et les apports financiers, le financement du développement non générateur de dette et les nouveaux mécanismes visant à accroître les investissements et les apports financiers, constitué conformément au paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session au Palais des Nations, à Genève, du 9 au 13 novembre 1992. Au cours de la session, il a tenu ... séances plénières 1/.

### Déclaration liminaire

2. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a noté qu'au cours des dernières années, de nombreux pays en développement et pays en transition vers l'économie de marché avaient considérablement amélioré leur cadre de politique générale et de réglementation afin d'attirer les investissements étrangers et d'encourager le retour des capitaux fugitifs. Un climat plus favorable aux investissements avait entraîné une forte reprise du volume des investissements étrangers directs. Dans le même temps, une plus grande importance était accordée à ces investissements au niveau international. Une autre évolution significative était l'utilisation croissante d'instruments financiers tels qu'investissements de portefeuille, conversion de dettes en prises de participation, investissements de capital fixe et financement lié à des produits. Malheureusement, cette amélioration de la conjoncture n'avait pas profité à tous les pays. Au cours des dix dernières années, la moitié de la totalité des investissements étrangers directs dans les pays en développement était allée aux cinq plus grands bénéficiaires, et 90 % à 20 pays à peine. Les autres instruments non générateurs de dette affichaient un degré analogue de concentration. Cette situation soulevait quelques questions fondamentales. Quels enseignements pouvait-on tirer de l'expérience des pays qui avaient réussi à améliorer la quantité et la qualité des investissements étrangers

directs ? Quelles étaient les principales causes des difficultés rencontrées

---

1/ Pour le mandat du Groupe de travail spécial, voir la section C de l'annexe de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement.

par de nombreux pays en développement s'agissant d'attirer des investissements étrangers directs ? Quelles étaient les perspectives et les conditions à remplir pour inverser les tendances actuelles et garantir la stabilité des courants d'investissements étrangers directs ?

3. L'objectif immédiat de la première session du Groupe de travail spécial était d'élaborer un programme de travail, et en raison d'un calendrier serré et de ressources limitées, le Groupe aurait à faire des choix et à sélectionner des questions prioritaires. Il devait également arrêter le calendrier de ses futures sessions, et prendre des décisions sur l'éventuelle création de groupes d'experts et sur les contributions attendues du secrétariat de la CNUCED, d'experts nationaux, d'acteurs non gouvernementaux et d'institutions internationales, ainsi que sur les besoins en matière de coopération technique.

4. Concernant la participation aux travaux du Groupe de travail spécial, il semblait possible d'encourager une plus grande représentation des pays en développement, et compte tenu du peu de fonds disponibles pour financer les frais de voyage d'experts de certains pays en développement, le Secrétaire général adjoint demandait aux pays donateurs d'instituer un fonds d'affectation spéciale à cette fin, au moins au profit des PMA.

Chapitre I

ETABLISSEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE DE TRAVAIL

(Point 3 de l'ordre du jour)

5. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail spécial était saisi de la documentation ci-après :

"Questions à prendre en considération pour l'établissement du programme de travail : note du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/WG.1/2).

6. A sa 1ère séance plénière, le 9 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a décidé d'examiner le point 3 de l'ordre du jour en séances informelles.

[A compléter]

Chapitre II

## QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la session

7. La première session du Groupe de travail spécial a été ouverte le 9 novembre 1992 par le Secrétaire général adjoint de la CNUCED.

B. Election du Bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

8. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a rappelé qu'à sa première réunion directive de présession, le Conseil avait décidé que le règlement intérieur des grandes commissions du Conseil du commerce et du développement s'appliquerait aux groupes de travail spéciaux, de façon aussi souple que possible. Il avait également été décidé que les membres du Bureau des groupes de travail spéciaux seraient élus conformément au règlement intérieur applicable, en tenant compte du principe d'une répartition géographique équitable. De plus, à la séance plénière de clôture de la première partie de la trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement, il avait été décidé que, pour ce qui concernait les groupes de travail spéciaux, le Président et les membres du Bureau, une fois élus au début de la session initiale de chaque groupe de travail spécial, resteraient en fonctions pour toute la durée de vie du Groupe de travail spécial et que des consultations préalables auraient lieu pour faciliter l'élection du bureau de chaque groupe de travail. Ces consultations s'étaient tenues le 9 novembre.

9. A sa 1ère séance plénière, le 9 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a élu le Bureau ci-après :

Président : M. J.P. Humer (Pays-Bas)

Vice-Présidents : M. M.M. Rahman (Bangladesh)

M. L. Amaral Lopez (Brésil)

M. G. Blehy (Côte d'Ivoire)

M. Y. Stype (Pologne)

Mme E. Shelton (Etats-Unis d'Amérique)

Rapporteur : M. R. Serrano (Mexique)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(Point 2 de l'ordre du jour)

10. A sa 1ère séance plénière, le 9 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a adopté son ordre du jour provisoire (TD/B/WG.1/1), qui se lisait comme suit :

page 6

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Etablissement du programme de travail du Groupe de travail
4. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil.

D. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail

(Point 4 de l'ordre du jour)

[A compléter]

E. Questions diverses

(Point 5 de l'ordre du jour)

[A compléter selon qu'il conviendra]

F. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil

(Point 6 de l'ordre du jour)

[A compléter]

---